

Allocution

de Mme Virginie Matera,
maître-assistante en Faculté des sciences

Monsieur le Recteur,
Monsieur le Conseiller d'Etat,
Mesdames, Messieurs,

Monsieur le recteur Denis Miéville m'a offert l'opportunité d'exposer quelques-uns des problèmes qui préoccupent le corps intermédiaire. Je l'en remercie, comme je le remercie aussi d'avoir osé attribuer ce rôle à une toute nouvelle collaboratrice de l'Université, en place comme chercheuse à l'Institut de géologie depuis une année seulement. J'espère que mes connaissances encore toutes fraîches du système universitaire suisse - ma vie et mes études s'étant essentiellement déroulées en France - me vaudra votre indulgence.

Afin de respecter le temps de parole qui m'est imparti, il a fallu que je choisisse quelques sujets parmi plusieurs thèmes qui me tiennent à cœur et interpellent une jeune chercheuse fraîchement intégrée. Certain d'entre eux peuvent vous sembler être généraux voire apparaître comme étant des clichés. Je n'ai pas cherché à faire dans l'originalité, juste dans l'efficacité, du moins je l'espère.

Deux des trois thèmes que je souhaite aborder ici sont précisément intégrés dans le seul terme « chercheuse » que je viens d'évoquer : d'une part il s'agit du « E » à la fin de ce mot ; traduisez la place des femmes dans le domaine universitaire et plus particulièrement dans la recherche scientifique, et d'autre part le corps du mot « chercheur », lui-même.

Le troisième point sera consacré à la Déclaration de Bologne qui concerne la mise en place d'un dispositif d'uniformisation des diplômes universitaires à l'échelle internationale.

Le premier point est certainement le plus délicat à aborder en ce sens qu'il me faille faire part d'un certain nombre de constats concernant l'implication et l'intégration des femmes dans le domaine universitaire sans pour autant sombrer dans un discours démagogique, emprunt d'un féminisme, qui peut parfois sembler répétitif voire ennuyeux.

Loin des formules stéréotypées, je dirai, pour résumer ma pensée, que certes « femme » rime avec « famille » mais « femme » rime également avec « famine », prise dans le sens d'une quête de la connaissance qui en font des femmes de savoir.

En effet, même si, sur le plan formel et juridique l'égalité des droits des femmes et des hommes est à peu près atteinte, dans la pratique, il semble qu'il reste de nombreux obstacles à surmonter.

Quelques chiffres concernant directement notre université en attestent : selon l'Office fédéral de la statistique, en 1998, les femmes représentent à Neuchâtel 1/3 des assistants et seulement 7 % des professeurs. La répartition dans les différents domaines suit globalement la répartition nationale ; on note cependant une nette déviation par rapport aux statistiques nationales dans les sciences et techniques à Neuchâtel puisque 11 % des femmes s'orientent dans ces branches contre 20 % en moyenne en Suisse.

Un autre exemple significatif tout proche de mon univers professionnel implique Madame Angelica Kalt dont la performance doit être soulignée puisque sa nomination récente à Neuchâtel au titre de professeure ordinaire en géologie fait d'elle la 3^{ème} femme professeure en place dans ce domaine en Suisse. Cela se passe de commentaires !

Plus généralement, selon des sources de l'Office Fédéral de la Statistique, en 2000, 44 % du total des licences ont été obtenues par des femmes. Le nombre des étudiantes n'a cessé d'augmenter depuis les années soixante pour atteindre aujourd'hui une certaine parité ... là où cela se gâte c'est lorsque l'on considère la répartition de ces femmes dans les différents domaines. A titre d'exemple dans les sciences et techniques, deux chiffres sont particulièrement significatifs : seuls 18 % des licenciés sont des licenciésEs et les doctorantes ne représentent que 16 % des effectifs. Le nombre de femmes qui entreprennent un parcours académique diminue en effet au fil des échelons hiérarchiques du corps intermédiaire. Ce phénomène peut se résumer ainsi «des enseignantes pour les petits, des enseignants pour les grands», c'est à la très sérieuse institution de l'OFS que je dois cette formule.

Ces préoccupations commencent à intéresser ou, du moins, semble interpeller de plus en plus la gente masculine ainsi que le montre la participation à l'enquête réalisée récemment à Neuchâtel, dans le cadre du pôle national de recherche 'Survie des plantes'. Un questionnaire concernant leur avancement de carrière et l'égalité des chances a été envoyé aux 74 doctorant(e)s et post-doctorant(e)s impliqués dans ce programme. Les chiffres ne sont pas encore officiels, mais je peux d'ores et déjà me prononcer sur la participation des 28 femmes et 46 hommes concernés. 60 % ont pris le temps de répondre à cette enquête dont 71 % des femmes et 52 % des hommes. Cette prise de conscience au masculin est déjà un pas, elle n'est certainement pas une fin en soi.

On taxe souvent le système de machisme et on arbore fréquemment le fait qu'un tel état d'esprit ne puisse se modifier qu'après plusieurs générations. C'est un peu court et par trop facile ...

A mon humble avis une des réponses, voire solutions à apporter rapidement, est presque simple, j'ose dire mathématique. Loin d'imaginer l'instauration de quotas et de parité obligatoire, elle se situe à la source. Il est bien évident que plus les candidatures de femmes, à quelque niveau que ce soit, sont importantes, plus les possibilités qu'elles intègrent le système augmente (remarquez que je parle de « possibilités » et non pas de « chance », il ne s'agit pas ici de laisser la place au hasard !). Ainsi, en plus du travail à fournir en interne pour favoriser leur intégration, il faut aussi les préparer, dès leur plus jeune âge à leur faire découvrir que l'Université pourrait être une voie pour elle. Cela évidemment implique de développer l'information de qualité dans les écoles primaires, secondaires et lycées. Je répète, c'est en amont, bien avant la maturité, qu'il faut faire comprendre aux filles que s'offrent à elles les mêmes opportunités qu'aux garçons. Et ce travail en amont suppose une remise en cause de nos manières d'enseigner et d'orienter ainsi qu'un effort d'analyse et d'éradication des stéréotypes que nous véhiculons malgré nous. Et en aval, c'est à nous, femmes qui avons pu, et cela pas sans efforts, intégrer le système, de montrer l'exemple en prenant conscience des différents blocages qui affectent les carrières des femmes dans le supérieur. Ces blocages sont innombrables et bien connus. Quelques exemples : manque de facilité à concilier carrière professionnelle et vie de famille, prédominance d'hommes dans les différents comités de sélection, clichés du type : « une femme qui conjugue poste à responsabilité et vie de famille est une mauvaise mère ou, au contraire, une femme avec responsabilités professionnelles et sans enfant à charge n'est pas une femme normale qui a certainement des problèmes personnels ! ».

Ce n'est qu'en éradiquant ces blocages et en garantissant une égalité de traitement dans les carrières que la démarche sera réellement cohérente.

L'ultime objectif étant, non pas de juger les compétences qui incombent à nos gènes respectifs mais plutôt de trouver un juste équilibre.

« La science cherche le mouvement perpétuel. Elle l'a trouvé : c'est elle-même », cette citation de Victor Hugo me permet de faire la transition avec le point suivant.

Ce mouvement perpétuel de la science, on pourrait l'associer à l'alternance périodique entre la volonté de la société à développer préférentiellement recherche fondamentale ou recherche appliquée. La mode est actuellement à la recherche appliquée, comme en témoigne le choix de l'Académie royale des sciences de Suède qui, à travers le prix Nobel de Chimie 2002, a récemment distingué 3 chercheurs travaillant à la mise au point de nouveaux outils scientifiques très directement utiles dans des domaines des sciences appliquées. Parmi, ces chercheurs, figure, rappelons-le, Kurt Wüthrich, professeur de biophysique à l'Ecole polytechnique de Zurich.

Cette tendance de plus en plus marquée est très certainement à mettre en relation avec les facteurs économiques internationaux actuels. Ainsi à la fois le secteur privé et l'Etat n'hésitent pas à investir dans les sciences et techniques, « domaines dans lesquels les nouvelles connaissances et découvertes deviennent le premier facteur de production, avant le capital et le travail » ainsi que le déclarait en 1999, Monsieur Charles Kleiber, Secrétaire d'Etat à la Science et à la Recherche.

Ici aussi l'équilibre est indispensable, même s'il est fragile : développer à outrance la recherche appliquée, c'est, dans un certain sens, contribuer à organiser, permettez-moi l'expression, une fuite des cerveaux vers le privé, ainsi que la disparition à moyen terme de tout un potentiel d'innovation. Si on ne peut pas démontrer que l'originalité fait déjà défaut, on peut observer dans beaucoup de laboratoires que nombre de docteurs fraîchement diplômés se tourne vers le privé, que ce soit en recherche et développement voire abandonne totalement le domaine de la recherche pour des situations financièrement plus rentables ; mais ceci, à l'heure des budgets, est un sujet que je n'aborderai pas.

Aussi, je me ferais l'avocate du processus inverse, fréquent aux USA ou même en France, en proposant de développer davantage de concertations et de liens avec les entreprises et donc favoriser davantage les thèses financées intégralement ou cofinancées par des organismes privés.

On a effectivement, dans certain secteur, de plus en plus de mal de trouver des doctorants locaux pour ne pas dire suisses. Reconnaissance du diplôme ? Peur de l'avenir ? Et certainement l'aspect financier, pour ne pas dire des salaires peu attractifs, n'y sont pas étrangers ... alors pourquoi ne pas développer une synergie qui puissent conforter les potentiels doctorants dans cette voie pour ceux qui souhaitent poursuivre leur carrière dans le privé ? La recherche dans son ensemble ne peut qu'y gagner.

Je souhaitais également dire quelques mots concernant la Déclaration de Bologne. Rappelons brièvement qu'il s'agit d'instaurer un espace européen de l'enseignement supérieur. Pour y parvenir, les gouvernements de 32 pays européens ont réaffirmé leur volonté, en signant cette Déclaration de Bologne qui vise donc principalement à harmoniser les structures d'études et à encourager la mobilité des étudiants.

Cette vaste réforme suscite cependant, comme on peut l'imaginer, de nombreuses questions notamment quel sera réellement l'objectif de ces niveaux, la valeur de ces diplômes ainsi que leur orientation vers une formation professionnalisante ?

Contrairement, par exemple, au système français segmenté par des diplômes à différents niveaux, bac +2, +3, +4, +5 et bac + 8, et où l'objectif premier est de restreindre le nombre de diplômes, l'enseignement suisse, notamment dans les domaines scientifiques, va se doter d'un diplôme intermédiaire (niveau + 3) qui pourrait avoir, si on y prend garde, une réelle valeur sur le marché de l'emploi. Cette opportunité devrait amener de plus en plus d'étudiants à suivre une filière universitaire, enfin espérons-le car, en 2000, seuls environ 17,9 % des jeunes suisses accèdent à la maturité. Evidemment le gymnase a, entre autre, pour vocation de sélectionner les candidats susceptibles d'intégrer ces filières universitaires, mais à ce point ... Mais, on touche là aux autres du système éducatif et je ne vais pas m'engager dans cette faille (géologie oblige) pour ne pas dire sur ce terrain glissant. N'oublions pas également que même si ce système permet effectivement de gagner en flexibilité, il n'aide pas à la prise de décision. Un gros travail d'écoute, d'information et d'orientation sera donc à fournir pour conseiller au mieux les futurs diplômés. Il reste cependant indéniable qu'un tel dispositif permettra d'ouvrir des passerelles entre universités et écoles et d'intégrer l'innovation et la recherche.

En conclusion, le message que je souhaite faire passer aujourd'hui est le suivant : comprendre l'ensemble des problèmes, phénomènes et processus évoqués ici, avoir une vision critique, l'Université peut et doit le faire. Elle peut offrir suffisamment de données pour engager le débat dans la société et que de nouveaux modèles et solutions soient proposés et mis en oeuvre, et ce, en toute objectivité, bien sûr ...

Je vous remercie de votre attention.